

International

ÉLECTIONS EN INDE : UN DÉSIR DE CHANGEMENT QUI PROFITE SURTOUT AU BJP DE NARENDRA MODI

Philippe Humbert

18/05/2026

Des élections législatives ont été organisées en avril 2026 dans quelques États en Inde. Le Bharatiya Janata Party (BJP), parti du Premier ministre Modi, en sort globalement vainqueur. Philippe Humbert, membre de l'Observatoire Asie-Pacifique de la Fondation, analyse les résultats de ces différents scrutins.

Les élections qui ont eu lieu entre le 8 et le 29 avril 2026 dans quatre États (Assam, Kerala, Tamil Nadu, Bengale-Occidental) et un territoire de l'Union (Pondichéry) afin d'élire les députés aux assemblées législatives constituaient, avec un échantillon de 235 millions de personnes, un test politique significatif.

Trois États – Kerala, Tamil Nadu et Bengale-Occidental – étaient des bastions de l'opposition au BJP¹, le parti dominant de la politique en Inde depuis 2014, dont l'objectif est d'étendre son emprise sur l'ensemble du pays. Ces États à forte identité culturelle, linguistique et historique, distincte de l'*Hindi Heartland*², avaient résisté jusqu'ici aux tentatives du BJP de prendre le contrôle des assemblées et exécutifs locaux. À cette fin, le BJP et ses alliés ont depuis des mois mobilisé dans ces trois États leur état-major de campagne animé par Narendra Modi et Amit Shah, ministre de l'Intérieur.

En Assam, l'enjeu pour le BJP était de conserver sa majorité et de confirmer son implantation dans les États du nord-est de l'Inde, un territoire de conquête récente pour le BJP.

En Inde, les élections au niveau des États obéissent à des problématiques distinctes et souvent complexes, État par État. Mais des enseignements d'ensemble de ces résultats annoncés en bloc le 4 mai 2026 peuvent en être tirés.

Kerala (140 sièges à pourvoir)

Depuis plusieurs décennies, cet État de 36 millions d'habitants est dirigé alternativement par le Parti communiste d'Inde (marxiste) (Communist Party of India (Marxist)) – au sein de la coalition du Front de gauche (Left Democratic Front, LDF) – ou par la coalition UDF (United Democratic Front) à laquelle participe le Parti du Congrès, les deux formations oscillant chacune autour de 45% des voix. Rompant avec l'alternance habituelle, le LDF avait remporté les deux dernières élections et détenait 99 sièges sur 140 dans l'assemblée législative, l'UDF conservant 41 sièges et – fait notable – en l'absence totale du BJP.

Ces partis, réunis sur le plan national dans la coalition INDIA³, opposée au BJP, s'opposent au Kerala sur deux lignes reflétant leur électorat. Le LDF est fidèle à une orientation sociale-démocrate avec un arrière-plan marxiste, davantage fondée sur des notions de classe sociale (ouvriers, paysans, petite classe moyenne) à laquelle se rallie une partie des hautes castes intellectuelles. L'UDF combine un centrisme libéral avec le soutien des classes influentes et des groupes religieux (chrétiens, musulmans).

Selon les résultats annoncés le 4 mai dernier, le Kerala renoue avec l'alternance : l'UDF (102 sièges, dont 61 pour le Congrès) l'emporte largement sur le LDF (35 sièges). Le leader emblématique Pinarayi Vijayan du LDF est battu dans sa propre circonscription. Le BJP n'a pas réussi à rompre l'alternance mais progresse, recueillant 12% des voix et gagnant 3 sièges.

Tamil Nadu (234 sièges)

Dans cet état voisin du Kerala, les 56 millions d'électeurs étaient appelés à départager deux coalitions « dravidiennes » (en référence aux langues et peuples du Sud) : celle au pouvoir depuis 2018, l'Alliance progressive laïque (Secular Progressive Alliance, SPA) – menée par la Fédération dravidienne du progrès (Dravidra Munnetra Kazhagam, DMK) du ministre en chef, Muthuvel Karunanidhi Stalin, aux côtés du Congrès et des deux partis communistes (133 sièges) – et la coalition AIADMK⁴ (60 sièges), soutenue principalement par le BJP.

Les « manifestos » électoraux publiés juste avant les élections ne se distinguent pas à première vue dans la mesure où ils rassemblent un catalogue de dispositions relevant toutes du « Welfare », c'est-à-dire une liste de « freebies » (allocations financières ciblées). Mais les différences apparaissent entre le discours « séculariste » de la SPA et l'appel opportuniste du AIADMK à un alignement avec la majorité BJP au pouvoir à Delhi, supposé bénéficier à l'État du Tamil Nadu en cas de victoire.

La surprise est venue d'un nouvel arrivant, le Parti de la victoire du Tamilaka (Victory Party of Tamilakam, TVK), fondé en 2024 par un acteur de cinéma très populaire, Joseph Vijay Chandrasekaran, qui vient ainsi prolonger la tradition de voir dans cet État des vedettes de cinéma jouer un rôle majeur en politique. TVK arrive en effet en tête avec 107 sièges, contre le DMK (74) et l'AIADMK (53), battant Stalin au terme d'une campagne non idéologique, en communication directe avec la jeunesse, appelant au changement de génération.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Bengale-Occidental (293 sièges)

Dans ce grand État peuplé de 106 millions d'habitants, les élections d'avril 2026 avaient une signification particulière. Après avoir mis fin en 2011 à la domination de la gauche communiste au pouvoir depuis 1977, la Première ministre Mamata Banerjee et son parti All India Trinamool Congress (AITC) visaient à obtenir un quatrième mandat, ce qui aurait été une performance unique en Inde, et à résister à l'offensive du BJP, bien décidé à conquérir ce bastion de l'opposition.

Comme le Kerala et le Tamil Nadu, cet État se distingue par un niveau d'éducation supérieur à la moyenne indienne⁵, un pourcentage d'alphabétisation des femmes entre 15 et 49 ans très élevé (93%), un faible taux de fécondité (1,3 enfant par femme⁶), une culture ancienne et prestigieuse (le prix Nobel de littérature, Rabindranath Tagore, le cinéaste Satyajit Ray, etc.) et une identité bengalie originale marquée historiquement par un multiculturalisme harmonieux entre musulmans (27% de la population⁷), hindous et chrétiens.

Mais contrairement aux États du sud, le développement économique est peu diversifié (plantations de thé et mono-industrie du jute), la croissance est limitée à environ 2-3% par an, tandis qu'un État providence généreux est financé par endettement – un thème massivement utilisé par le BJP qui dénonce également le recul historique de l'industrie.

Par ailleurs, l'immigration clandestine venue du Bangladesh musulman (les « infiltrators ») crée un terreau favorable aux idées identitaires du BJP. L'ambition de Mamata Banerjee d'incarner au plan

national l'opposition à Narendra Modi accroissait encore les enjeux de cette élection.

De ce fait, la nette défaite du TMC (81 sièges) et la victoire du BJP (206 sièges), la gauche historique étant réduite à un seul siège, ont une portée considérable régionale et nationale. C'est l'ouverture d'un nouveau cycle politique au Bengale après celui de la gauche et celui du TMC, et aussi la chute de Mamata Banerjee en tant que leader national potentiel de l'opposition à Narendra Modi.

Pondicherry (30 sièges)

Ce territoire de l'Union⁸, au statut spécial pour des raisons historiques, a pour caractéristique d'aligner sa politique sur le pouvoir de Delhi. Ainsi, l'assemblée de 30 sièges est actuellement dominée par l'Alliance démocratique nationale (National Democratic Alliance, NDA) du BJP (16 sièges) contre la coalition INDIA (8) et autres (6) conduite par le Congrès. Les élections d'avril 2026 ont confirmé le rapport de force existant au profit du BJP.

Assam

Dans cet État de 37 millions d'habitants, 126 sièges de l'Assemblée législative étaient en jeu lors des élections d'avril dernier, dont les 75, soit la majorité absolue, détenus par le BJP et les 51 d'une coalition menée par le Congrès (31 sièges). Là aussi, le thème des dangers de l'immigration clandestine venant du Bangladesh musulman a été massivement utilisé par le BJP qui faisait valoir les performances du nouveau Premier ministre élu en 2021.

Les élections d'avril 2026 accroissent la majorité du BJP (102 sièges et 48% des voix) en confortant le ministre en chef en place, alors que le Congrès recule à 21 sièges et 30% des voix.

Conclusion

Ces élections ont certes des caractères distincts selon les États, mais l'impression générale est qu'elles traduisent dans l'ensemble une aspiration au changement captée soit par le BJP (Bengale-Occidentale), soit par un nouveau venu (TVK au Tamil Nadu), ou simplement un besoin d'alternance au pouvoir en place (Kerala), l'Assam étant plutôt la confirmation d'un changement récent.

Même si le taux de participation, qui dépasse en certains cas 80% des inscrits, a été favorisé par la révision des listes électorales, il montre l'intérêt des électeurs et électrices et fonde la représentativité des résultats, dont les écarts, il faut le rappeler, sont amplifiés par le mode de

scrutin majoritaire à un tour (effet de « swing »).

Trois *chief ministers*, leaders importants de l'INDIA bloc – Banerjee, Stalin et Vijayan –, perdent leur poste. La défaite de Mamata Banerjee, la plus marquante du fait de sa stature nationale de critique virulente de Narendra Modi, affaiblit l'opposition. Parti national, le Congrès a le champ libre pour mener l'opposition, mais ses reculs hors Kerala confirment ses faiblesses. D'une manière symbolique, la gauche communiste est absente de tout exécutif régional pour la première fois depuis cinquante-sept ans.

À l'inverse, bien organisé, le maillage territorial du BJP, dynamisé par des leaders ambitieux et charismatiques et des moyens financiers considérables, est porté par deux puissants leviers : celui de l'*identity politics*, c'est-à-dire la défense de l'hindouité, et celui du ressentiment de la jeunesse « aspirational » à la recherche d'emploi, qui ne peut se contenter des *freebies* proposés par tous les partis. Le cas du prospère Tamil Nadu est particulièrement significatif du souhait de renouvellement de l'électorat jeune, éduqué et féminin (un tiers des électeurs a entre 18 et 34 ans).

Au-delà de ces causes profondes, les manœuvres opportunistes du BJP, notamment sa dénonciation du rejet par l'opposition du projet de créer un quota de 33% pour les femmes au Lok Sabha⁹ et dans les exécutifs locaux, rejet justifié par des projets conjoints sur l'augmentation de 50% du nombre des députés et la délimitation des circonscriptions – risquant de réduire la part des États du sud à natalité faible –, ont favorisé les gains du BJP. Par ailleurs, la révision des listes électorales, particulièrement hâtive, au Bengale-Occidental laisse soupçonner un biais fondé sur le rapprochement du pourcentage d'écart des voix entre le BJP (45%) et TMC (40,8%) et du nombre et profil des électeurs radiés dans le cadre de la *Special Intensive Revision*.

Le BJP et ses alliés, surmontant le recul des élections générales de 2024 et désormais à la tête de 22 États sur 28, ambitionnent de nouvelles conquêtes (Pendjab, Himachal Pradesh) pour avoir les moyens institutionnels de reprendre l'agenda des réformes (statut civil unique, « One Nation, One Election » – faire coïncider toutes les élections le même jour –, etc.) conduisant à l'unification de la nation hindoue, but ultime de l'*hindutva*¹⁰.

1. Bharatiya Janata Party, Parti du peuple indien, parti du Premier ministre Narendra Modi.
2. L'*Hindi Heartland* ou *Hindi Belt* est une région linguistique englobant des parties du nord, du centre, de l'est et de l'ouest de l'Inde, où l'hindi est largement parlé.
3. Indian National Developmental Inclusive Alliance.
4. All India Anna Dravida Munnetra Kazhagam.
5. Census data, *West Bengal Population 2011/2025– Religion | Literacy | Density | Sex Ratio*, 14 septembre 2025.
6. Sample Registration System (SRS).

7. Census data, *op. cit.*
8. *Union Territory.*
9. Chambre basse du Parlement indien.
10. Idéologie nationaliste hindoue et ethnique.